

**9es Journées de recherches en sciences sociales (JRSS)
Nancy – 10 et 11 décembre 2015**

**Les bénéfiques territoriaux des circuits alimentaires de proximité.
Étude de cas dans trois territoires québécois**

Mundler Patrick et Laughrea Sophie

Patrick Mundler
Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, département EAC
Université Laval
Pavillon Paul-Comtois, local 4423
2425, rue de l'Agriculture
Québec, QC, G1V 0A6
Téléphone : 001 418 656 2131, poste 2760
Courriel : patrick.mundler.1@ulaval.ca

Sophie Laughrea
Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, département EAC
Université Laval
Pavillon Paul-Comtois, local 4423
2425, rue de l'Agriculture
Québec, QC, G1V 0A6
Téléphone : 001 418 656 2131, poste 4520
Courriel : sophie.laughrea.1@ulaval.ca

Résumé

Les circuits alimentaires de proximité (CAP) connaissent un développement croissant au Québec depuis une dizaine d'années. Ils suscitent l'intérêt autant des producteurs, des consommateurs que des pouvoirs publics. Pourtant, les connaissances à leur propos restent encore très fragmentaires dans cette province.

L'examen de la littérature montre de son côté qu'un peu partout en Europe et aux États-Unis, les diverses vertus qui leur sont prêtées sont analysées, mais en s'intéressant généralement à l'un ou l'autre de ces bénéfices pris isolément.

Cet article rend compte d'une recherche visant à évaluer les contributions de ces circuits à la construction de systèmes alimentaires durables et de comprendre comment ils s'articulent et se déploient à l'échelle de trois territoires québécois contrastés. Pour ce faire, les bénéfices prêtés aux CAP dans la littérature ont été organisés autour de quatre dimensions liées par des relations systémiques : le bien-être des agriculteurs, le développement territorial, le bien-être de la communauté et la protection de l'environnement. Pour chacune de ces dimensions, des critères et des indicateurs ont été définis de façon à pouvoir comparer, chaque fois que cela était possible, les résultats obtenus avec les statistiques disponibles.

Dans l'ensemble, nos résultats montrent qu'aucune externalité négative ne peut être attribuée aux CAP dans les trois territoires ciblés par notre recherche. Les éléments les plus positifs sont relatifs à la formation des agriculteurs, à la création d'emplois, à la mise en place d'activités éducatives dans les exploitations agricoles et à la part d'exploitations certifiées en agriculture biologique. Les éléments les plus neutres ou pour lesquels des différences importantes apparaissent au sein de l'échantillon concernent les revenus pour les agriculteurs, le poids économique des circuits de proximité dans l'économie locale, l'accessibilité des produits alimentaires et les effets sur la cohésion sociale.

Mots clés : circuits alimentaires de proximité, circuits courts, développement territorial, durabilité du système alimentaire.

Classification JEL : Q12, Q13, Q18, R11

Les bénéfiques territoriaux des circuits alimentaires de proximité. Étude de cas dans trois territoires québécois

1. Introduction

Le développement des circuits alimentaires de proximité (CAP) a suscité de nombreux travaux de recherche au cours des dernières années des deux côtés de l'Atlantique. Même si leurs enjeux et les modalités de leur mise en œuvre restent en grande partie analysés à une échelle territoriale, c'est-à-dire tenant compte de contextes sociaux, économiques et institutionnels chaque fois particuliers (Venn et al., 2006), de nombreuses vertus leur sont prêtées dans la littérature, pouvant laisser penser qu'ils cumulent toutes les qualités pour améliorer la durabilité du système alimentaire. Les vertus que l'on prête à ces systèmes alternatifs sont souvent présentées comme des réponses aux externalités négatives du système alimentaire conventionnel sur le développement rural, l'emploi ou encore la gestion durable des ressources naturelles (Goodman, Watts, 1997 ; Altieri, 1998 ; La Trobe, Acott, 2000 ; Van Der Ploeg, Renting, 2000 ; Hendrickson, Hefferman, 2002 ; Allen et al., 2003 ; Wiskerke, 2009).

Pour les agriculteurs, les bénéfiques seraient à la fois économiques et sociaux. Économiques, parce qu'ils permettraient une meilleure redistribution de la plus-value et rendraient les agriculteurs moins sensibles aux risques de marché grâce à une baisse du nombre d'intermédiaires, à la diversification et à la maîtrise des prix leur garantissant des relations moins asymétriques avec les clients (Govindasamy et al., 1999 ; Hardesty, Leff, 2010 ; Uematsu, Mishra, 2011 ; Chiffoleau, Prevost, 2013 ; Richard et al., 2014). Un autre type de bénéfice économique renvoie à des effets plus collectifs de synergie ou d'externalités de réseaux (Knickel, Renting, 2000 ; Marsden et al., 2000 ; Van der Ploeg, Renting, 2004 ; Beckie et al., 2012).

Sur le plan social, les bénéfiques évoqués sont là aussi nombreux. Le concept d'encastrement est souvent mobilisé pour illustrer le fait que les circuits de proximité favorisent de nouvelles relations entre producteurs et consommateurs (Hinrichs, 2000 ; Sage, 2003 ; Winter, 2003), relations plus directes et reposant sur la confiance (Parker, 2005 ; Mundler, 2007 ; Maréchal, 2008). D'autres auteurs utilisent le concept de capital social (Sharp, Smith, 2003 ; Wiskerke, 2009 ; Chiffoleau, Prevost, 2013) pour souligner que les circuits de proximité contribueraient à augmenter la valeur collective permise par les réseaux dans les communautés locales en rapprochant agriculteurs et non-agriculteurs, ruraux et urbains. Ces interrelations entraîneraient le développement d'un sentiment de communauté et une meilleure reconnaissance sociale et professionnelle des agriculteurs (Dufour et al., 2010), favorisant même une forme de réinsertion sociale et professionnelle pour des agriculteurs fragilisés ou marginalisés (Chiffoleau, 2013).

Les CAP offrirait aussi des perspectives de développement à de petites exploitations (Feenstra et al., 2003), y compris grâce à des rapports marchands se réclamant des

principes du commerce équitable (Vogt, Kaiser, 2008). Ils favoriseraient par ailleurs le développement de nouvelles compétences (Dowler et al., 2004), d'autant que plusieurs auteurs notent que le niveau d'éducation est plus élevé chez les agriculteurs commercialisant en circuits de proximité (Martinez et al., 2010 ; Aubert, 2013). Certains auteurs soulignent enfin le rôle actif joué par les agricultrices (Wells, Gradwell, 2001 ; Trauger et al., 2010) dans la mise en œuvre des CAP, ce qui favorise leur autonomie et leur épanouissement professionnel, alors que la modernisation de l'agriculture a eu tendance à les exclure des activités agricoles (Barthez, 1982 ; Salmona, 1994). En France, cette présence marquée des femmes dans les activités liées à la mise en marché en circuits de proximité a pu être validée par une analyse statistique du recensement agricole (Giraud, Rémy, 2013).

Pour les économies locales, les bénéfices seraient liés à la création d'emplois familiaux et salariés (Pretty, 2001 ; Capt, Dussol, 2004 ; Saltmarsh et al., 2011), à l'occupation dynamique du territoire par des exploitations de plus petite taille (Martinez et al., 2010), à la revitalisation des milieux ruraux (Wiskerke, 2009) et à la valorisation de produits locaux (Brown, Miller, 2008). Les CAP favoriseraient aussi l'installation en agriculture (Vogt, Kaiser, 2008 ; Blouin et al., 2009 ; Dufour et al., 2010), y compris d'agriculteurs installés hors cadre familial (Ponchelet, Mundler, 1999 ; Barbieri, Mahoney, 2009 ; Capt, Wavresky, 2011 ; Auclair et al., 2015). Les statistiques permettant de croiser surface agricole de l'exploitation et participation à des circuits de proximité montrent effectivement que les petites fermes sont plus engagées dans la vente directe que les moyennes et les grosses, et ce, tant aux États-Unis (Martinez et al., 2010) qu'en France (Barry, 2012).

Divers travaux évoquent par ailleurs un effet multiplicateur favorable au développement territorial grâce à une circulation plus locale de la monnaie. Outre des modèles «input-output» (I-O) visant à mesurer l'impact théorique sur l'emploi, le revenu du travail et le produit régional brut sur la base des relations préexistantes entre les secteurs dans une économie régionale (O'Hara, Pirog, 2013 ; Boys, Hugues, 2013), divers travaux ont produit localement des données originales, par voie d'enquête ou de sondage (Lev et al., 2003 ; Otto, Varner, 2005 ; Henneberry et al., 2009) montrant l'effet multiplicateur de certaines formes de CAP sur le commerce local. Enfin, pour les consommateurs, les circuits de proximité rendraient accessibles des produits de qualité (par leur fraîcheur, leur caractère artisanal ou leurs méthodes de production) à des prix abordables (Cooley, Lass, 1998 ; Flaccavento, 2011).

Des bénéfices environnementaux sont enfin souvent cités dans la mesure où les circuits de proximité favoriseraient la consommation de produits de saison (Carlsson-Kanyama et al., 2003), réduiraient les distances parcourues par les aliments (Pirog et al., 2001 ; Pimentel et al., 2008) et conduiraient à une amélioration des pratiques agricoles du fait des interactions permanentes avec les consommateurs (Gilg, Battershill, 2000 ; Berger, 2013). Les impacts concerneraient la biodiversité cultivée (Goland, Bauer, 2004 ;

Bressoud, 2009 ; Björklund, 2009 ; Praly, 2010), les paysages (Dowler et al., 2004), la réduction de l'usage des intrants chimiques (Aubert, 2013) et la réduction des emballages utilisés et des déchets (ADEME, 2012 ; Berger, 2013).

Un examen approfondi de la littérature montre toutefois la difficulté pour les chercheurs de disposer de données permettant de mieux qualifier et quantifier les vertus prêtées aux CAP de façon systémique (Sonnino, Marsden, 2006 ; Martinez et al., 2010 ; Kneafsey et al., 2013 ; O'Hara, Pirog, 2013). Diverses mises à l'épreuve des vertus des circuits de proximité aboutissent à des conclusions nuancées, voire dans certains cas, à leur remise en cause. Il en est ainsi, par exemple, de leur capacité à atténuer durablement les problèmes ruraux liés à la pauvreté et à l'exclusion sociale ou au fait que certaines vertus qui leur sont prêtées (par exemple l'encastrement) ne sont pas forcément des caractéristiques qui leur sont propres. Leur pérennité n'est guère assurée du fait de leur dépendance à un engagement potentiellement fragile de consommateurs ayant tendance à idéaliser une forme de « repaysannisation » (*repeasantisation*) de l'agriculture (Goodman, 2004). Les relations entretenues dans les systèmes rapprochant consommateurs et producteurs ne sont par ailleurs pas exemptes de rapports de force et tous les agriculteurs ne sont pas égaux devant des consommateurs souvent bien formés et issus des classes moyennes (Hinrichs, 2000 ; Mundler, 2007). Ces marchés s'ouvrent plus aisément à des producteurs maîtrisant la communication attendue par les consommateurs et partageant avec eux diverses valeurs sociales, économiques et environnementales (Jarosz, 2011). Enfin, divers travaux montrent que les agriculteurs déterminent leurs prix en fonction de ce qu'ils estiment être le consentement à payer des consommateurs (Cooley, Lass, 1998 ; Tegmeier, Duffy, 2005 ; Brown, Miller, 2008 ; Mundler, 2013). Plusieurs auteurs évoquent même le terme de « self exploitation » pour souligner que ces prix compensent mal les efforts fournis par les agriculteurs pour produire, transformer et vendre (Hinrichs, 2000 ; Galt, 2013).

L'ambition de cette recherche a donc été de construire un modèle d'analyse systémique des bénéfices attribués aux circuits alimentaires de proximité, afin d'analyser leurs contributions au développement territorial à partir de l'étude de trois terrains contrastés au Québec.

2. Concepts et modèle d'analyse

Nous retenons ici une définition ouverte des circuits alimentaires de proximité. Ce sont des circuits qui mobilisent les proximités géographique et organisée entre acteurs, selon le sens donné à ces termes par l'économie de la proximité (Torre, 2004 ; Carrincazeaux et al., 2008 ; Torre, Beuret, 2012). Dans le domaine alimentaire, « *ces proximités revêtent une dimension spatiale, visant un rapprochement géographique entre consommation et production ; elles s'appuient sur une dimension fonctionnelle, visant le bon acheminement du produit du producteur jusqu'aux consommateurs via les différents acteurs du système ; elles valorisent l'interconnaissance entre ces acteurs et permettent des échanges marchands économiquement viables pour les acteurs concernés* » (Praly et

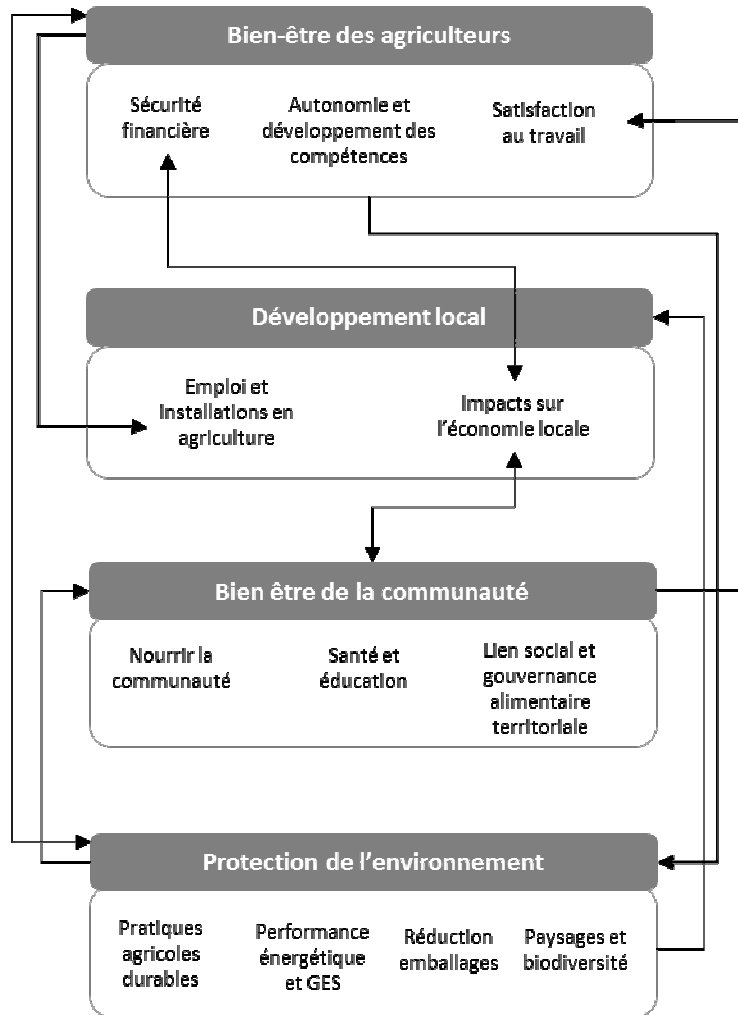
al., 2014). Ces circuits, par ailleurs, ne sont ni étanches, ni séparés des circuits plus conventionnels et les mêmes acteurs sont souvent engagés simultanément dans divers circuits (Ilbery, Maye, 2005 ; Sonnino, Marsden, 2006).

Compte tenu de la revue de littérature effectuée, nous avons retenu quatre dimensions dans notre modèle d'analyse :

- **Le bien-être des agriculteurs.** Cette dimension associe à la fois des éléments d'ordre économique (amélioration des revenus, de la valeur ajoutée) et des éléments de nature plus sociologique (reconnaissance au travail, amélioration des compétences, etc.).
- **Le développement local.** Pour cette dimension, ce sont les dynamiques de valorisation des ressources locales qui sont au centre (Pecqueur, 1989), celles-ci concernent des éléments marchands tels que la création d'emplois, les relations économiques de proximité, la mise en œuvre de démarches collectives de différenciation, mais également des éléments (partiellement non marchands) relatifs à l'occupation du territoire et à l'installation de nouveaux agriculteurs.
- **Le bien-être de la communauté.** Cette troisième dimension se distingue du développement territorial par le fait qu'elle réfère moins à la valorisation des ressources locales qu'à une « atmosphère », pour reprendre le terme utilisé par Marshall (1906) pour qualifier l'ambiance des districts industriels. Nous nous intéressons ici à la cohabitation entre agriculteurs et le reste de la population, ce que plusieurs auteurs appellent « reconnexion » (Lyson, 2004 ; Parker, 2005), à la mobilisation citoyenne autour des systèmes alimentaires locaux et à d'autres éléments souvent évoqués relatifs à la sécurité alimentaire, à la santé et l'éducation des consommateurs et à l'accessibilité d'aliments frais et de qualité sur les territoires.
- **La protection de l'environnement.** Cette dernière dimension, très présente dans la littérature sur la durabilité des systèmes alimentaires, comprend divers domaines : celui des pratiques agricoles ayant un impact sur les sols et l'eau, celui de la performance énergétique ayant un impact sur la consommation d'énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre (GES), celui de la biodiversité et des paysages, ou encore celui de la réduction des emballages.

Ces quatre dimensions ne sont pas indépendantes les unes des autres. Pour ne citer qu'un exemple, l'amélioration des revenus agricoles a des impacts sur l'économie locale. La Figure 1 reprend de façon schématique les quatre dimensions retenues avec les différentes sous-dimensions présentes dans la littérature.

Figure 1. Les quatre dimensions du modèle d'analyse



Pour chacune des dimensions, divers critères et indicateurs ont été retenus, présentés dans le tableau 1. Deux orientations ont guidé cette sélection. D'une part, nous avons privilégié, lorsque cela était possible, des indicateurs quantifiables permettant des comparaisons avec les statistiques disponibles à l'échelle fédérale (Statistique Canada) ou provinciale (données du MAPAQ¹). D'autre part, nous avons délibérément écarté quelques dimensions, en particulier les questions relatives à la performance énergétique et à la réduction des emballages, dans la mesure où elles nécessitent la mise en œuvre de méthodologies lourdes et spécifiques. À noter que sur la question énergétique, on peut postuler que deux caractéristiques propres au Québec sont assez défavorables aux CAP : la distance qui sépare les territoires de production des métropoles et les conditions climatiques.

¹ MAPAQ : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

Tableau 1 : critères et indicateurs retenus afin de mesurer certains bénéfices prêtés aux CAP

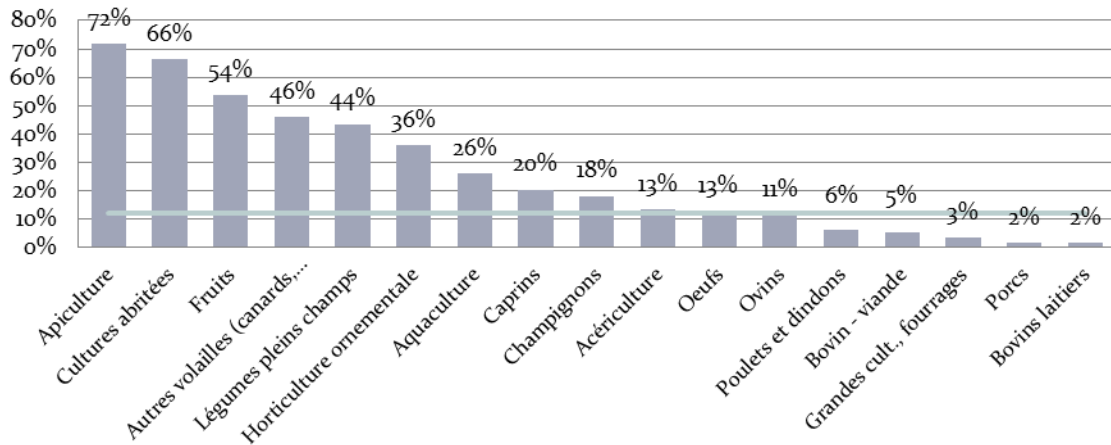
	Critère	indicateurs	Source
Bien-être des agriculteurs	Sécurité financière	Revenus bruts et valeur ajoutée	Enquêtes producteurs et statistiques (StatCan et MAPAQ)
	Satisfaction au travail	Niveaux de satisfaction autour de : - réalisation au travail - reconnaissance sociale du travail fourni - reconnaissance financière du travail	Enquêtes producteurs (échelles de Likert)
	Compétences et rôle joué par les agricultrices	- Niveau de formation - Présence et rôle joué par les femmes dans les exploitations	Enquêtes producteurs et statistiques (StatCan et MAPAQ)
Développement local	Dynamisation de l'économie locale	- Emplois dans les exploitations agricoles - Poids économique des circuits de proximité - Existence de routes touristiques, de labels, etc.	Enquêtes producteurs et statistiques (StatCan et MAPAQ) Enquêtes experts
	Occupation du territoire	- Relève et installation - Taille des fermes	Enquêtes producteurs et statistiques (StatCan et MAPAQ)
Bien-être de la communauté	Éducation et santé	- Accessibilité des produits alimentaires (prix et localisation) - Existence d'activités éducatives autour des circuits de proximité	Enquêtes producteurs Relevés de prix Enquêtes expert
	Accroissement de la cohésion sociale	- Cohabitation harmonieuse - Implication et mobilisation citoyenne	Enquêtes producteurs Enquêtes expert
Protection environnement	Pratiques agricoles durables	- Part des exploitations en agriculture biologique (AB) - Utilisation d'intrants (engrais et pesticides) - Présence de haies brise-vent, culture de couverture et engrais verts	Enquêtes producteurs et statistiques (StatCan et MAPAQ)
	Paysage et biodiversité	- Biodiversité cultivée - Taille des parcelles	Enquêtes producteurs

3. Les terrains choisis et la méthode de recueil de données

Au Québec, les circuits alimentaires de proximité se développent de façon croissante depuis une dizaine d'années. Identifiés comme des pistes intéressantes de diversification des activités agricoles dans le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ, 2008), ils font l'objet depuis 2009 de programmes de soutien mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Ils se pratiquent selon différents modes : kiosque à la ferme, autocueillette, marchés publics et marchés de solidarité, systèmes de paniers de produits agricoles, vente en ligne, etc. (Colombani-Lachapelle, Pouliot, 2012 ; Lemay, 2012). Selon l'exploitation que nous avons pu faire des fiches d'enregistrement des

exploitations agricoles du MAPAQ, la vente directe² concernerait plus d'un producteur sur deux dans certaines petites productions (apiculture, cultures sous serre, fruits, ...), mais on la trouve aussi de façon significative dans des productions plus importantes comme l'acériculture et la production d'œufs de consommation (13 % des producteurs) ((voir la figure 2). Au total, cela représente environ 3500 producteurs sur l'ensemble du Québec (12 % des producteurs) pour des ventes représentant un peu plus de 3 % des revenus bruts de l'agriculture québécoise (270 M\$ annuellement).

Figure 2. Pourcentage d'exploitations réalisant de la vente directe par secteur d'activité au Québec



Source : les auteurs, d'après les fiches d'enregistrement, 2010, MAPAQ

Comme ailleurs en Amérique du Nord et en Europe, ces circuits sont souvent situés par les observateurs dans une forme d'alternative aux circuits qualifiés de conventionnels ou d'industriels (Blouin et al., 2009). Cela dit, du fait de leur jeunesse, les connaissances à leur propos restent encore fragmentaires.

Le modèle d'analyse défini dans la section précédente a été mis en œuvre sur trois territoires en s'appuyant à la fois sur les données quantitatives disponibles et sur divers modes de recueil de données qualitatives. Trois outils de collecte ont été mobilisés :

- Un questionnaire a été envoyé aux producteurs commercialisant tout ou partie de leurs produits en CAP, disposant d'une adresse internet valide et disponible en ligne et dont l'exploitation est située dans les territoires à l'étude (n = 157). Ce questionnaire visait à caractériser les entreprises agricoles et les agriculteurs, à documenter les informations nécessaires à l'évaluation de la dimension « bien-être des agriculteurs » et à dresser un portrait démographique des participants. Le taux de retour s'est établi à 38,9 % (n = 61). Le logiciel LimeSurvey a été utilisé afin de distribuer le questionnaire et de compiler les réponses.

² Par vente directe, il est entendu l'autocueillette, le kiosque à la ferme et le marché public puisque le MAPAQ collecte des données sur ces trois seuls modes de commercialisation de proximité.

- Des entretiens semi directifs ont été menés avec une douzaine de personnes (producteurs et intervenants locaux) sur chacun des territoires (n = 36), afin de tracer un portrait d'ensemble de chacun des territoires et de caractériser certains indicateurs de nature qualitative. Les entretiens avec les producteurs ont permis de contextualiser les informations collectées dans le questionnaire et de mieux comprendre certaines observations qui se dégagent des données. Les entretiens avec les intervenants locaux : élus municipaux, intervenants liés à des organisations territoriales ou à diverses initiatives impliquées dans le développement de la mise en marché de proximité (restaurants, marché virtuel, marché public, banque alimentaire, etc.) ont permis de comprendre comment se déploie la mise en marché de proximité sur le territoire, quels sont ses défis et ses impacts. Ayant souvent une vision globale du territoire, ces intervenants ont amené une perspective différente de celle des producteurs.
- Des relevés de prix afin de renseigner le critère concernant l'accessibilité économique à des produits de proximité. Sur chacun des territoires, ces relevés de prix ont concerné plusieurs produits et ont été effectués dans des épiceries, dans des fermes, ainsi que sur les sites des marchés virtuels.

Les trois territoires ont été choisis de façon à refléter la diversité des situations socioéconomiques et géographiques, ainsi que le déploiement actuel des circuits de proximité au Québec. L'échelle retenue a été celle des municipalités régionales de comté (MRC³). Le modèle a donc été appliqué au sein d'un territoire rural, d'un territoire périurbain et d'un territoire à fort potentiel touristique, caractérisé par un processus de gentrification. Les caractéristiques principales des trois territoires retenus sont présentées dans le tableau 2.

Tableau 2 : les caractéristiques des trois territoires

MRC	Lac-Saint-Jean-Est	Lotbinière	Brome-Missisquoi
Milieu	Rural	Périurbain	Potentiel touristique, processus de gentrification
Superficie	2775 km ²	1663 km ²	1651 km ²
% du territoire en zone agricole	35,6 %	97,8 %	79,5 %
Population	53 223	31 112	56 934
Valeur foncière moyenne des maisons	161 071\$	179 599\$	251 400\$
Revenu d'emploi médian	36 315\$	34 925\$	35 281\$
Indice de développement moyen ⁴	-0,75	2,83	3,14
Nb. d'exploitations agricoles	338	770	749

³ Les MRC sont des regroupements de municipalités, elles sont responsables du développement économique et de l'aménagement du territoire.

⁴ L'indice de développement socioéconomique est un indice établi par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) pour l'ensemble des municipalités du Québec. Il repose sur 7 variables socioéconomiques intégrant des indicateurs démographiques, d'emploi et de revenu. Les localités affichant une valeur inférieure à - 5,0 sont considérées comme dévitalisées.

Nb. d'exploitations en CAP répertoriées	23	58	80
Revenu agricole annuel régional (en M\$)	96,1	302,4	231
Productions principales	Lait, bovins viande, fruits (bleuets)	Lait, grandes cultures, acériculture	Grandes cultures, fruits (pommes), lait

Source : Institut de la statistique du Québec, Profils statistiques par région et MRC géographiques ; MAMROT, 2006, Indice de développement socioéconomique ; MAPAQ, 2010, Profil 2010 de l'industrie agricole. MRC Lac-Saint-Jean-Est., Portrait agroalimentaire MRC de Lotbinière, Portrait agroalimentaire de la MRC de Brome-Missisquoi.

Chacun des territoires choisis possède des caractéristiques et des enjeux qui lui sont propres. Le déploiement de la mise en marché de proximité y est variable, chaque territoire dispose de quelques spécificités et d'initiatives visant à fédérer les efforts de promotion des produits alimentaires locaux.

4. Les résultats

Nous allons examiner successivement les impacts des circuits de proximité pour chacune des quatre dimensions de notre modèle d'analyse : bien-être des agriculteurs (4.1.), développement local (4.2.), bien-être de la communauté (4.3.) et protection de l'environnement (4.4.). Nous nous appuyons pour ce faire sur les critères et indicateurs présentés dans le tableau 1.

4.1. Le bien-être des agriculteurs

Trois critères ont été retenus afin d'apprécier l'impact des circuits de proximité sur le bien-être des agriculteurs : les revenus bruts et la valeur ajoutée (a), la satisfaction au travail (b) et les compétences avec une attention particulière portée sur le rôle joué par les femmes dans les exploitations (c)

a) Les revenus bruts et la valeur ajoutée

Les fermes ayant répondu à l'enquête sur les trois territoires se caractérisent à la fois par leur diversité interne et par le fait qu'elles comprennent une proportion moindre de très petites fermes (27 % ont un revenu brut inférieur à 50 000 \$⁵ contre 39 % pour l'ensemble du Québec) et une forte proportion de fermes dont le revenu brut se situe entre 50 000 et 100 000 \$ (31 % contre 12 % pour l'ensemble du Québec), ce qui témoigne à la fois de leur taille modeste et de leur vocation professionnelle.

L'autre indicateur que nous avons retenu est la marge bénéficiaire d'exploitation⁶. Ce ratio permet de mesurer la part de la production pouvant servir à rémunérer la main-d'œuvre familiale et le capital de la famille. Les entreprises de notre échantillon ont une marge bénéficiaire inférieure à celle de l'ensemble des producteurs québécois, avec toutefois de fortes variations entre les productions (voir le Tableau 3). Si dans le légume et la volaille, la marge bénéficiaire est beaucoup plus élevée, il n'en est pas autant pour

⁵ Toutes les données sont en dollars canadiens.

⁶ Statistique Canada définit la marge bénéficiaire d'exploitation comme un « rapport exprimé en pourcentage entre le bénéfice net d'exploitation et le revenu d'exploitation. (...) Il se calcule en divisant le bénéfice net d'exploitation par le total des revenus d'exploitation. »

les fruits⁷ où elle est inférieure à la moyenne québécoise. Une analyse plus fine de la base de données indique que 13 % des entreprises affichent une marge bénéficiaire négative. Pour la plupart ce sont des exploitants pour lesquels l'agriculture est une occupation secondaire.

Tableau 3 : marge bénéficiaire moyenne (MBM) selon la production principale

	MBM – Tous types de production	MBM – légumes	MBM – Fruits	MBM – Volaille
Stat. Can, ensemble du Québec	16.91 %	13.24 %	28.8 %	13.33 %
Échantillon (n=61)	11.95 %	24.05 %	11,34 %	31.25 %

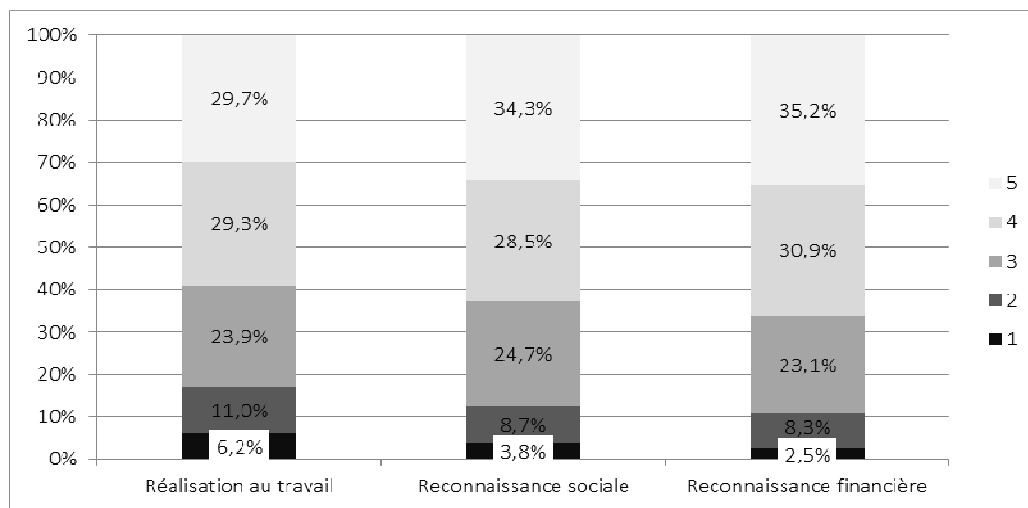
Source : Programme des données fiscales agricoles, 2012, compilation effectuée à la demande par Statistique Canada. Les données de Statistique Canada représentent la marge bénéficiaire d'exploitation.

Note méthodologique : Seules les productions pour lesquelles, dans notre échantillon, le nombre de répondants était supérieur à 5 et pour lesquels des données similaires étaient disponibles à l'échelle du Québec ont été retenues.

b) La satisfaction au travail

La satisfaction au travail des producteurs en circuits de proximité est appréciée, dans cette étude, à travers la construction d'items qui ont été définis selon la grille de lecture empruntée à Serge Paugam (2000) et retenue par Dufour et al. (2010) autour de trois dimensions : la réalisation au travail (*homo faber*), la reconnaissance sociale du travail fourni (*homo sociologicus*) et la reconnaissance financière du travail (*homo oeconomicus*). Pour chacun de ces volets, une série de questions (27 au total) a été posée au producteur. Ce dernier devait signifier, à l'aide d'une échelle de Likert allant de 1 (très défavorable) à 5 (très favorable), son accord avec différentes affirmations. La Figure 3 présente une synthèse des réponses pour les trois volets explorés.

Figure 3 : niveau de satisfaction des agriculteurs par rapport à leur travail



⁷ Pour les fruits, nous avons retiré une exploitation ayant déclaré une marge bénéficiaire de -213 %.

Nos résultats montrent que les producteurs interrogés sont satisfaits de leur travail et de la reconnaissance que leur permet la commercialisation en circuits de proximité. La proportion de producteurs ayant une perception défavorable des circuits de proximité est dans tous les cas inférieure à 18%. Elle apparaît toutefois plus élevée pour le volet « réalisation au travail ». Vendre en circuits de proximité demande davantage de travail et rend le système d'exploitation plus complexe à gérer que s'il était uniquement en circuit long. Ces résultats viennent confirmer divers travaux ayant mis en évidence le caractère astreignant de la vente en circuits de proximité et la charge mentale attachée à la complexité de l'organisation à mettre en place (Blanchemanche, 1999 ; Dedieu et al., 1999). En revanche, les agriculteurs sont nettement plus positifs concernant l'autonomie, la conception d'innovations et les possibilités de nouveaux apprentissages que leur permettent les circuits de proximité.

C) Compétences et rôles joués par les agricultrices

Le dernier critère retenu afin de discuter de l'impact des circuits de proximité sur le bien-être des agriculteurs relève davantage de la question des compétences qui y sont mobilisées et de l'intégration des femmes dans ces types d'exploitations. À cet égard, nos enquêtes montrent des différences très significatives, comme le montre le tableau 4.

Tableau 4 : formation des agriculteurs et proportion de femmes en circuits de proximité

		Échantillon (n=61)	Données Stat. Can – ensemble du Québec
Formation des agriculteurs (1)	Aucun	0 %	24 %
	Secondaire	11 %	20 %
	Professionnel	7 %	23 %
	Collégial	30 %	20 %
	Universitaire	52 %	13 %
Rôle joué par les femmes	% de femmes exploitantes (2)	41 %	26 %
	> à 40 h. par semaine (3)	35 %	32 %
	Entre 30 et 40 h. par semaine (3)	28 %	15 %
	< à 30 heures par semaine (3)	38 %	54 %

Source : (1) Données du couplage du Recensement de l'agriculture et de l'Enquête nationale auprès des ménages, 2011, compilation effectuée à la demande par Statistique Canada. (2) ; Tableau 004-0235, Recensement de l'agriculture, 2011, Statistique Canada ; (3) Recensement de l'agriculture, 2011, compilation effectuée à la demande par Statistique Canada.

La grande majorité des exploitants de notre échantillon a suivi une formation postsecondaire (82 %) et plus de la moitié une formation universitaire, ce qui le distingue nettement de la moyenne québécoise. Ce résultat confirme une tendance constatée dans divers pays (Brown, Miller, 2008 ; Martinez et al., 2010 ; Capt, Wawresky, 2011). Soulignons de plus que la majorité des producteurs rencontrés en entrevue (61 %) exercent l'agriculture comme deuxième carrière. Là encore, on retrouve un élément déjà vu dans la littérature concernant le poids d'agriculteurs ayant des parcours professionnels diversifiés (Ponchelet, Mundler, 1999 ; Barbieri, Mahoney, 2009 ; Capt, Wawresky, 2011).

Les femmes sont également plus présentes dans les exploitations de notre échantillon, même si elles déclarent travailler un peu moins d'heures en moyenne que les hommes : 34 h par semaine pour les femmes contre 42 h pour les hommes. Leur rôle apparaît significativement plus élevé dans les activités liées à l'administration et à la transformation, mais non dans la distribution. On retrouve donc là des constats antérieurs sur la proximité entre activités professionnelles et activités domestiques (Giraud, 2004 ; Barthez, 2005). En revanche, notre enquête ne confirme pas la prédominance dans les activités conduites par les femmes des activités de contact direct avec la clientèle, activités fréquemment associées à la notion de « Care » (Wells, Gradwell, 2001 ; Jarosz, 2008 ; Trauger et al., 2010).

4.2. Le développement local

a) Dynamisation de l'économie locale

Nous présentons ici deux résultats issus de nos enquêtes : l'emploi dans les fermes (a) et la contribution des circuits de proximité à l'économie régionale (b). Le tableau 5 présente les chiffres obtenus et, lorsque les données étaient disponibles, la comparaison que nous pouvons effectuer avec les moyennes québécoises.

Tableau 5 : emploi dans les exploitations et poids dans l'économie locale

		Échantillon (n=61)	Données Stat. Can – ensemble du Québec
Emploi sur les exploitations (1)	Exploitants en nombre d'ETP	2,06	1,49
	Salariés en nombre d'ETP	1,97	0,98
	TOTAL ETP	4,02	2,47
	Part des salariés domiciliés à l'année dans la MRC	49 %	NR
Poids des circuits de proximité dans l'économie locale (2)	Part de la production vendue localement	37,4 %	NR
	Part de la production agricole brute	2,16 %	NR
	Part de la consommation alimentaire des ménages	2,96 %	NR

Source : (1) Compilation des tableaux CANSIM 004-0241, 004-0236 et 004-0200, Recensement de l'agriculture, 2011, Statistique Canada. (2) Tableau CANSIM 004-0233 du Recensement de l'agriculture, 2011, de Statistique Canada pour les revenus agricoles bruts par MRC ; Tableau CANSIM 203-0028 de l'Enquête sur les dépenses des ménages, 2011, de Statistique Canada ainsi que le produit numéro 98-313-XCB2011022 du Recensement de la population de 2011 de Statistique Canada pour calculer la part des dépenses alimentaires.

Note méthodologique (1) : Statistique Canada collecte le nombre de semaines salariées. Nous avons fait l'hypothèse que ces semaines étaient travaillées à temps plein ce qui peut conduire à surestimer un peu le nombre d'ETP moyen. Pour ce qui est des exploitants, le nombre total d'exploitants a été divisé par le nombre total de fermes. Là encore, nous avons fait l'hypothèse que l'ensemble des exploitants est à temps plein, ce qui peut également conduire à surestimer le nombre d'ETP moyen. La même méthode a été appliquée à notre échantillon pour ce qui est du nombre d'exploitants.

Note méthodologique (2) : Pour calculer la contribution de l'ensemble des entreprises en circuits de proximité, la part commercialisée au sein de la MRC pour chacune des exploitations de l'échantillon a été multipliée par son revenu agricole brut. Les montants obtenus pour chacune des exploitations ont été additionnés et multipliés par la proportion qu'elles représentent sur le nombre total d'exploitations en vente directe recensé par le MAPAQ. Cette contribution totale a été ensuite rapportée sur les revenus agricoles bruts totaux et les dépenses alimentaires totales des ménages. La dépense alimentaire moyenne des ménages au Québec, en 2011, était de 7483 \$ (Stat. Can., tableau CANSIM 203-0028), soit pour des ménages moyens de 2,3 personnes : 3253 \$ par personne. Ce nombre a été multiplié par la population de chacune des MRC.

La contribution des fermes en circuits de proximité apparaît tout à fait significative en termes d'emplois locaux : 4 emplois par ferme contre 2,5 en moyenne québécoise. Ces données n'ont jamais été produites pour l'ensemble du Québec, mais elles sont cohérentes avec ce qui a été trouvé dans d'autres pays (Capt, Dussol, 2004 ; Martinez et al., 2010). Si nous reprenons le calcul effectués par certains auteurs qui ramènent l'emploi à l'hectare cultivé (Saltmarsh et al., 2011), nous obtenons, pour les entreprises commercialisant principalement en circuits de proximité, 0.75 ETP/ha cultivé contre 0.19 ETP/ha cultivé pour les entreprises empruntant majoritairement les circuits longs.

Leur contribution à la production brute apparaît en revanche plus marginale, même si 81 % des producteurs de notre échantillon considèrent que les circuits courts dynamisent davantage les milieux ruraux que les circuits longs. Les autres acteurs interrogés confirment d'ailleurs que la présence de ces fermes et de leurs circuits de commercialisation joue un rôle diffus sur l'attractivité de leur territoire en incitant les visiteurs et la population locale, à investir l'espace rural et à se déplacer dans les fermes et les villages, voire à s'y installer. Plusieurs intervenants estiment par exemple que la Route des vins de Brome-Missisquoi a non seulement accentué l'afflux touristique dans la MRC, mais a également suscité l'arrivée de nouveaux résidents permanents.

b) Occupation du territoire

Les indicateurs retenus pour discuter de l'occupation du territoire sont le type d'installation, la présence de relève sur les fermes et la taille des exploitations, et ce, tant au niveau de la superficie totale que de la taille des productions. Pour ces indicateurs, diverses statistiques sont disponibles au niveau provincial, ce qui a permis des comparaisons.

Tableau 6 : Installations et occupation du territoire

		Échantillon (n=61)	Données MAPAQ ensemble du Québec
Type d'installations	Transfert familial	23%	59%
	Transfert non familial	7%	8%
	Démarrage nouvelle entreprise	70%	33%
Origine sociale	Parents agriculteurs	38%	74%
Transfert de l'exploitation	Ne prévoit pas transférer son exploitation	24,5 %	24 %
	Prévoit transférer son exploitation	24,5 %	47 %
	Ne sait pas	51 %	29 %
Exploitation	Dimension en hectares	43,8 ha	67 ha

Source : Recensement de la relève agricole établie du MAPAQ et fiches d'enregistrement de 2010, MAPAQ.

Le premier point vient confirmer ce qui a été remarqué dans d'autres contextes (Ponchelet, Mundler, 1999 ; Vogt, Kaiser, 2008 ; Barbieri, Mahoney, 2009 ; Capt, Wawresky, 2011) : les agriculteurs de notre échantillon ont connu une mobilité sociale (parents non agriculteurs) et ont majoritairement créé leur entreprise. Les raisons sont

structurelles : s'installer en agriculture est coûteux et il existe de ce point de vue un «avantage familial» (Blanc, Perrier-Cornet, 1999), d'autant plus au Québec avec les productions sous gestion de l'offre (nécessitant l'achat de droits à produire) pour lesquels les coûts de démarrage sont très importants (Cantin et al., 2014). De plus, les circuits de proximité permettent de démarrer à petite échelle et de croître tranquillement, ce qui a facilité l'établissement de ceux qui se lançaient en agriculture sans expérience préalable et avec un capital limité.

Pour ce qui est de la pérennité de ces exploitations, après la carrière des agriculteurs en place, l'incertitude domine. Cela peut venir à la fois de la relative jeunesse de notre échantillon (47 ans en moyenne) et du fait que certaines de ces entreprises, aux yeux de leurs propriétaires, sont articulées à un projet de vie personnel difficilement transférable.

Le dernier indicateur retenu renvoie à une hypothèse souvent présente dans la littérature : les circuits de proximité permettent à des entreprises de plus petite taille de vivre et se développer (Feenstra et al., 2003 ; Martinez et al., 2010 ; Barry, 2012). Lorsque l'on compare la superficie cultivée moyenne des fermes, nous constatons en effet que les exploitations de l'échantillon sont plus petites que la moyenne québécoise. Dans les entretiens, la perception que ces entreprises sont de plus petite taille et soutiennent davantage l'occupation du territoire reste forte. Selon nos interlocuteurs, ces fermes contribuent à contrer le phénomène du « un rang, un agriculteur » souvent souligné avec inquiétude. Par ailleurs, la diversité des entreprises en circuits de proximité, en termes de taille et de type de production, était également soulignée comme un élément positif dans le paysage rural et agricole.

4.3. Le bien-être de la communauté

Pour le bien-être de la communauté, deux critères ont été retenus afin d'apprécier l'impact des circuits de proximité. D'une part, il est question de leurs contributions à la santé, la sécurité alimentaire et l'éducation des communautés (a), d'autre part, de leur apport à la cohésion sociale au sein des territoires autant du point de vue de la cohabitation harmonieuse que de la mobilisation citoyenne autour de l'agriculture et de leur communauté (b).

a) Santé et éducation

Même si les enjeux de santé et de sécurité alimentaire semblent au Québec moins fortement liés à l'agriculture qu'aux États-Unis, plusieurs intervenants territoriaux tentent de plus en plus de tracer des liens entre qualité de l'alimentation et agriculture, et ce, sur les trois territoires concernés dans cette étude. Divers mémoires issus d'organismes communautaires de santé et d'action sociale déposés lors de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAAQ, 2008), avaient d'ailleurs témoigné de cette préoccupation (Mundler, Ruiz, 2015).

En dehors d'un relevé de prix effectué dans différents lieux de vente, nos indicateurs pour cette dimension sont surtout qualitatifs et ne peuvent être comparés avec des données présentes dans les statistiques.

Dans les trois territoires, on relève des initiatives visant à favoriser l'accès des populations défavorisées aux circuits de proximité. Ces initiatives témoignent du fait que la mise en marché de proximité est de plus en plus reconnue, par les intervenants en santé et sécurité alimentaire, comme un moyen potentiel de répondre aux enjeux rencontrés autour de l'alimentation. Toutefois, ces intervenants insistent sur trois difficultés d'accès d'ailleurs identifiées dans la littérature (Colasanti et al., 2009 ; Singleton et al., 2015) : l'accessibilité physique, l'accessibilité économique et l'accessibilité à des savoir-faire en matière de bonnes pratiques nutritionnelles et de préparation de repas à partir de produits frais.

L'accessibilité physique aux produits en circuits de proximité, en dehors des marchés publics, est difficile en raison de la distance à parcourir pour visiter les différents kiosques à la ferme. L'accessibilité économique a également été évoquée par les intervenants. Pour mieux documenter cette question, nous avons effectué des relevés de prix pour une dizaine de produits, qui confirment dans l'ensemble ce qui est dit dans la littérature à propos des prix en circuits de proximité (Cooley, Lass, 1998 ; Brown, Miller, 2008 ; Flaccavento, 2011 ; McGuirt et al., 2011 ; Mundler, 2013) : ces derniers, globalement, ne sont pas plus élevés que les prix pratiqués dans les commerces traditionnels. Enfin, plusieurs intervenants ont souligné le manque de compétences. Les ménages n'ont pas toujours les moyens et les connaissances nécessaires pour assurer la transformation et la conservation de produits qui peuvent souvent venir en abondance, notamment dans les paniers. Il y a donc un risque de gaspillage. Les trois territoires comptent des cuisines collectives qui œuvrent à remédier à ce problème et à permettre aux individus de développer les connaissances nécessaires.

Les agriculteurs de leur côté conduisent diverses activités éducatives. Les trois quarts offrent des visites à la ferme, le tiers réalise des dégustations et plus de la moitié participe à des fêtes, foires ou salons et distribue des dépliants informatifs ou des recettes à leurs clients. Les producteurs interrogés estiment à 95 % que les consommateurs s'informent davantage des modes de production en circuits courts et 86 % sont d'accord avec l'idée que, par rapport aux circuits longs, les circuits courts contribuent davantage à l'éducation des consommateurs par rapport au goût, à la fraîcheur et à la qualité des aliments.

b) Augmentation de la cohésion sociale

La cohésion sociale, reposant sur des notions de cohabitation, de confiance et de rapprochement entre producteurs et consommateurs-citoyens, est un concept difficilement tangible, pourtant très présent dans la littérature (Pretty, 2001 ; Renting et al., 2003 ; Brown, Miller, 2008 ; Saltmarsh et al., 2011). La contribution des circuits de proximité à ce critère repose donc, dans le cadre de cette recherche, principalement sur les perceptions des intervenants exprimées lors des entretiens.

Il faut tout d'abord souligner que le bénéfice supposé des circuits alimentaires de proximité en matière de cohésion sociale rencontre un faible écho auprès des intervenants rencontrés. Interrogés sur ce sujet, nos interlocuteurs n'ont guère été en mesure d'identifier la contribution de leurs actions et des circuits de proximité sur ce plan. Tout au plus ont-ils noté que les circuits de proximité permettaient des occasions de rencontre entre agriculteurs et non agriculteurs. Au fond, investis sur ces questions depuis peu de temps, ils ne voient pas encore concrètement ce que peuvent apporter les circuits de proximité en termes de lien social et estiment que ce sont les consommateurs qui pourraient mieux répondre à cette question.

La question de la cohabitation harmonieuse entre agriculteurs et autres ruraux, avait été un enjeu important au Québec dans les années 1990, avec notamment des conflits qui s'étaient développés au sujet des élevages porcins. Aujourd'hui, cette question semble avoir disparu, aucun intervenant ne considère que la cohabitation constitue un problème. Paradoxalement, c'est dans le territoire de Brome-Missisquoi, territoire marqué par l'arrivée massive de nouveaux habitants, que quelques situations conflictuelles de voisinage ont été évoquées par les agriculteurs en circuits de proximité, que ce soit en raison du bruit, de la poussière ou encore des odeurs. Or, ces mêmes résidents constituent une clientèle encline à s'approvisionner localement (Guimond, Simard, 2008) et souhaitent donc voir des producteurs présents et actifs sur le territoire. Cette attitude n'est pas sans rappeler certains aspects discutés dans la littérature concernant les rapports asymétriques dans lesquels peuvent se trouver des agriculteurs face à des consommateurs qui ont de fortes exigences envers une agriculture idéalisée (Goodman, 2004).

Au final, le sentiment d'appartenance et le renforcement des liens sociaux permis par les circuits de proximité ne sont pas vraiment perçus dans les trois territoires étudiés, les acteurs évaluent encore difficilement leur impact sur la cohésion locale, à l'exception de quelques démarches collectives (marché public et virtuel, foires, etc.) intégrant producteurs et citoyens.

4.3. La protection de l'environnement

Cette dimension du modèle comprend deux critères : la présence de pratiques agricoles durables sur les exploitations en circuits de proximité (a) et la contribution de ces dernières à la diversité des paysages et à la biodiversité (b). Si les données collectées par le biais du questionnaire permettent d'amener des réponses plus claires pour le premier critère, le second repose sur des données plus qualitatives, collectées lors des enquêtes, pour lesquelles nous avons peu de points de comparaison.

a) L'adoption de pratiques durables

Plusieurs indicateurs ont été retenus, permettant des comparaisons avec la moyenne québécoise grâce aux données de Statistique Canada. Ces indicateurs sont représentés dans le tableau 7.

Tableau 7 : l'adoption de pratiques agricoles durables sur le plan environnemental

		Échantillon (n=61)	Données StatCan ensemble du Québec
Pratiques agricoles durables	Certification en agriculture biologique (1)	27,8%	3,5%
	Mise en place de haies brise-vent (2)	66%	23%
	Utilisation d'engrais verts (2)	56%	12%
	Cultures de couverture d'hiver (2)	35%	4%
Dépenses en engrais (par ha en \$ canadien) (3)	Producteurs de légumes	195 \$	503 \$
	Producteurs de fruits	177 \$	174 \$
	Producteur de viande et lait	0.43 \$	115 \$
Dépenses en pesticides (par ha en \$ canadien) (3)	Producteurs de légumes	217 \$	350 \$
	Producteurs de fruits	376 \$	309 \$
	Producteur de viande et lait	0.51 \$	41 \$

Source : Recensement de l'agriculture, 2011, Statistique Canada : (1) Tableau 004-0211, (2) Tableaux 004-0200 et 004-0211, (3) compilation effectuée à notre demande par Statistique Canada.

Les résultats obtenus montrent que, dans l'ensemble, les producteurs interrogés dans le cadre de cette recherche ont diverses pratiques favorables à l'environnement. La forte proportion d'agriculteurs certifiés en AB explique en partie ces résultats, puisque ces producteurs adoptent très largement les pratiques considérées comme durables. On retrouve là des éléments soulignés tant en Europe (Kneafsey et al., 2013), qu'aux États-Unis (Martinez et al., 2010).

Ici encore, les producteurs de fruits de notre échantillon (n=18) se distinguent par le fait qu'ils sont dans la moyenne québécoise pour les dépenses d'engrais et de pesticides. Seuls 2 producteurs sur 18 sont certifiés en AB (alors que la proportion est de 10 sur 15 en légumes).

b) La contribution à la diversité des paysages et à la biodiversité

Il n'existe aucune base de données sur ces questions permettant des comparaisons à une échelle plus large. La contribution des circuits de proximité à ces aspects est encore très peu traitée dans la littérature et reste un défi méthodologique important (Russell, 2015). Cela dit, la littérature sur les paysages en milieu agricole recense différents éléments contribuant à l'entretien et la qualité des paysages qui peuvent servir de référents : présence d'arbres, diversité des cultures, nombre et taille des parcelles, présence de bâtiments agricoles, absence de friches, environnement naturel et ouverture sur le paysage (Holloway et al., 2006 ; Ruiz, Domon, 2012 ; Fahrig et al., 2015).

Du point de vue paysager, nos enquêtes montrent que la présence de haies brise-vent est plus importante dans les exploitations composant notre échantillon que pour l'ensemble du Québec. De plus, les entrevues réalisées ont permis d'établir que, parmi les nouvelles installations, la grande majorité (4/5) a repris une ferme qui était abandonnée et dont les terres étaient en friche. Les exploitations de notre échantillon cultivent en moyenne de 13 parcelles, dont la taille varie entre 0,08 ha et 110 ha. Un quart des exploitations n'a aucune parcelle dont la superficie est supérieure à 3 ha.

En termes de biodiversité cultivée, les agriculteurs interrogés affirment à 69 % que vendre en circuits courts les amène à cultiver plus de variétés qu'en circuits longs. Ils sont par ailleurs 95 % à considérer que les consommateurs s'informent davantage des modes de production en circuits qu'en circuits longs. Ces affirmations se traduisent par un nombre élevé d'espèces et de variétés cultivées par les maraîchers (30 espèces en moyenne) et les arboriculteurs (7 espèces en moyenne).

5. Conclusion

Au final, nos résultats montrent qu'aucune externalité négative ne peut être attribuée aux circuits alimentaires de proximité dans les trois territoires ciblés par notre recherche. Les éléments les plus fortement positifs sont relatifs à la formation des agriculteurs, à la création d'emplois, à la part d'exploitations certifiées en agriculture biologique et à la mise en place d'activités éducatives dans les exploitations agricoles. Les éléments les plus neutres ou pour lesquels des différences importantes apparaissent au sein de l'échantillon concernent les revenus pour les agriculteurs et le poids économique des circuits de proximité dans l'économie locale. Dans l'ensemble, la contribution des circuits de proximité au développement territorial s'avère donc plutôt positive dans les trois territoires, même si des marges de progrès existent, par exemple pour améliorer l'accessibilité physique des produits pour les populations moins favorisées. D'autres éléments pour lesquels on aurait pu s'attendre à des résultats moins favorables (par exemple l'accessibilité économique aux produits) ne sont pas ressortis comme posant problème.

Là où nos résultats s'écartent le plus des constats faits dans la littérature, c'est au sujet du renforcement de la cohésion sociale locale permis par les circuits alimentaires de proximité. Ce bénéfice, très souvent rapporté (Hendrickson, Heffernan, 2002 ; Renting et al., 2003 ; Sage, 2003 ; Sharp, Smith, 2003 ; Brown, Miller, 2008 ; Saltmarsh et al., 2011) en termes de capital social ou d'encastrement, ne semble que marginalement perçu par les intervenants sur les trois territoires. Certes, les agriculteurs de notre échantillon estiment à 88 % que les circuits courts contribuent au rapprochement entre la ville et la campagne et à 79 % qu'ils créent des occasions de rencontre dans les communautés. Mais ces éléments n'apparaissent pas dans les bénéfices des circuits de proximité spontanément cités dans nos entretiens. Différentes hypothèses pourraient être formulées à propos de ce relatif désintérêt pour cette question de la cohésion sociale. La première est que nous n'avons pas rencontré les consommateurs qui sont peut-être les parties prenantes les plus sensibles à ce sujet. La seconde est que la relation qui s'établit entre agriculteurs et consommateurs reste en fin de compte principalement inscrite dans un rapport marchand qui ne se distingue pas tant que cela des relations qui peuvent se nouer entre partenaires d'affaire dans les circuits plus longs. La troisième enfin serait que la grande jeunesse des diverses initiatives plus collectives que nous avons repérées a pour conséquence des effets diffus qui restent encore peu perçus par les intervenants.

Pour ce qui est des agriculteurs, la satisfaction qu'ils retirent de leur métier en circuits de proximité apparaît forte si on en juge les résultats obtenus autour des trois dimensions :

réalisation au travail, reconnaissance sociale et reconnaissance financière. Malgré quelques nuances, la relative homogénéité des réponses n'a d'ailleurs pas permis de construire des groupes qui s'opposeraient nettement sur ces questions.

Il faudrait bien entendu pouvoir aller plus loin dans cette investigation. Deux questions au moins restent en suspens. La première concerne les territoires d'étude. Même si nous les avons choisis afin qu'ils reflètent autant que possible une diversité de situations, nous ne pouvons affirmer qu'ils sont représentatifs de l'ensemble des territoires du Québec. La seconde concerne la comparaison entre circuits de proximité et circuits longs à propos du bien-être des agriculteurs. Au fond, si nous interrogeons des agriculteurs d'une filière particulière ou si nous interrogeons des agriculteurs vendant exclusivement en circuits longs, obtiendrions-nous des réponses si différentes ? Difficile de le savoir, d'autant que très peu d'agriculteurs vendent leur production exclusivement en circuits de proximité. En d'autres termes, il peut être difficile de distinguer ce qui est propre aux circuits de proximité et qui ne s'appliquerait pas aux autres formes de commercialisation en agriculture.

Enfin, si les connaissances restent fragmentaires, c'est aussi parce que les appareils statistiques nationaux ne donnent que peu d'informations concernant ces pratiques. Au Québec, quelques questions sont posées dans les fiches d'enregistrement du MAPAQ, qui donnent déjà plusieurs informations utiles, mais laissent dans l'ombre des éléments très importants comme la relation entre l'emploi et la commercialisation en circuits de proximité. Statistique Canada pour sa part ne récolte aucune information relative aux pratiques de vente des exploitations agricoles. Or, un effort sur les données recueillies auprès de tous les agriculteurs permettrait déjà de croiser plus aisément diverses variables comme les revenus, les tailles d'exploitation, les emplois, les pratiques agricoles, etc. Une meilleure disponibilité de ce type de données offrirait des outils très utiles pour compléter les connaissances produites par les diverses recherches essentiellement monographiques que nous avons analysées.

Bibliographie

ADEME (2012). Les circuits courts alimentaires de proximité. Les Avis de l'ADEME, 4 p.

Allen, P., FitzSimmons, M., Goodman, M., Warner, K. (2003). Shifting plates in the agrifood landscape: the tectonics of alternative agrifood initiatives in California. *Journal of rural studies*, 19(1), 61-75.

Altieri, M. A. (1998). Ecological Impacts of Industrial Agriculture and the possibilities for truly sustainable Farming. *Monthly Review-New York-*, 50, 60-71.

Aubert, M. (2013). Déterminants de la commercialisation en circuit court : quels exploitants, sur quelles exploitations ? Communication présentée à 7èmes Journées de recherche en sciences sociales INRA-SFER-CIRAD, Angers.

- Auclair F., Mondy B., Terrieux A., 2015. Ancrage et impact territorial des ATC : histoire d'une rencontre. Dans Mundler P., Valorge F., (Éd.), Ateliers de Transformation Collectifs. Enjeux et outils pour réussir, Dijon, Educagri, 219-234.
- Barbieri, C., Mahoney, E. (2009). Why is diversification an attractive farm adjustment strategy? Insights from Texas farmers and ranchers. *Journal of rural studies*, 25(1), 58-66.
- Barry C. 2012. Commercialisation des produits agricoles. Un producteur sur cinq vend en circuit court. *Agreste Primeur* n° 275, 4 p.
- Barthez Alice. 1982. Famille, Travail et agriculture. Paris, Economica, 192 p.
- Barthez A., 2005. Devenir agricultrice : à la frontière de la vie domestique et de la profession. *Économie rurale*, 289-290, 30-43.
- Beckie, M. A., Kennedy, E. H., Wittman, H. (2012). Scaling up alternative food networks: Farmers' markets and the role of clustering in western Canada. *Agriculture and Human Values*, 29(3), 333-345.
- Berger, B. (2013). Performance environnementale des circuits courts. Paris : CIVAM. 14 p.
- Björklund, J., Westberg, L., Geber, U., Milestad, R., Ahnström, J. (2009). Local selling as a driving force for increased on-farm biodiversity. *Journal of sustainable agriculture*, 33(8), 885-902.
- Blanc, M., Perrier-Cornet, P. (1999). Emploi agricole : les cadres d'analyse à l'épreuve des dynamiques actuelles. *Économie rurale*, 253(1), 8-14.
- Blanchemanche, S. (1999). La combinaison d'activités : Ajustement et discordance entre les pratiques professionnelles et les goûts. *Économie Rurale*, no 253, pp. 91-94.
- Blouin, C., Lemay, J.-F., Ashraf, K., Imai, J., Konforti, L. (2009). Local Food Systems and Public Policy: A Review of the Literature: Équiterre et The Centre for Trade Policy and Law. 49 p.
- Boys, K. A., Hughes, D. W. (2013). A regional economics-based research agenda for local food systems. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 3(4), 145-150.
- Bressoud, F. (2009). Produire des tomates pour des circuits courts : Vers de nouveaux critères d'évaluation variétale. *Façade - Inra-SAD* (29), 1-4.
- Brown, C., Miller, S. (2008). The impacts of local markets: a review of research on farmers markets and community supported agriculture (CSA). *American Journal of Agricultural Economics*, 90(5), 1298-1302.
- CAAAQ, (2008). Agriculture et agroalimentaire : assurer et bâtir l'avenir. Rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, Québec, 272 p.

Cantin, S., Guillemette, K., Allard, I. (2014). *Portrait de la relève agricole au Québec*. Québec: MAPAQ.

Capt, D., Dussol, A.-M. (2004). Exploitations diversifiées : un contenu en emploi plus élevé. *Transformation*, 43, 11-18.

Capt D., Wavresky P. (2011). Vers un développement des circuits courts dans le domaine alimentaire en France ? Importance, localisation et caractéristiques des producteurs. Communication présentée aux 5èmes Journées des Recherches en Sciences Sociales, Dijon.

Carlsson-Kanyama, A., Ekström, M. P., Shanahan, H. (2003). Food and life cycle energy inputs: consequences of diet and ways to increase efficiency. *Ecological economics*, 44(2), 293-307.

Carrincazeaux, C., Lung, Y., Vicente, J. (2008). The scientific trajectory of the French school of proximity: interaction-and institution-based approaches to regional innovation systems. *European Planning Studies*, 16(5), 617-628.

Chiffolleau, Y. (2013). Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture. *Économie rurale* (6), 88-101.

Chiffolleau, Y., Prevost, B. (2013). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Norois* (3), 7-20.

Colasanti, K. J., Conner, D. S., Smalley, S. B. (2010). Understanding barriers to farmers' market patronage in Michigan: perspectives from marginalized populations. *Journal of Hunger, Environmental Nutrition*, 5(3), 316-338.

Colombani-Lachapelle, G., Pouliot, K. (2012). État de situation sur les circuits courts. Communication présentée à Colloque national sur les circuits courts, Drummondville.

Cooley P. J., Lass D. A. (1998). Consumer Benefits from Community Supported Agriculture Membership. *Review of Agricultural Economics*, 20(1), 227-237.

Dedieu B., Laurent C., Mundler P. (1999). Organisation du travail dans les systèmes d'activités complexes. Intérêt et limites de la méthode Bilan Travail. *Économie rurale*, 253, 28-35.

Dowler, E., Caraher, M., Michaels, S., Diamond, N., Delow, E., Couzens, C., Woodland, A. (2004). The value and potential of local food initiatives in the West Midlands Region. May. A report prepared for Advantage West Midlands by the University of Warwick City University, London and F, 3.

Dufour, A., Hérault-Fournier, C., Lanciano, E., Pennec, N. (2010). L'herbe est-elle plus verte dans le panier ? Satisfaction au travail et intégration professionnelle de maraîchers qui commercialisent sous forme de paniers. Dans Traversac J.-B. (Éd.), *Les circuits courts, contribution au développement régional*, Dijon, Educagri, 71-85.

- Fahrig, L., Girard, J., Duro, D., Pasher, J., Smith, A., Javorek, S., King, D., Lindsay, K. F., Mitchell, S., & Tischendorf, L. (2015). Farmlands with smaller crop fields have higher within-field biodiversity. *Agriculture, Ecosystems & Environment*, 200, 219-234.
- Feenstra, G. W., Lewis, C. C., Hinrichs, C. C., Gillespie, G. W., Hilchey, D. (2003). Entrepreneurial outcomes and enterprise size in US retail farmers' markets. *American Journal of Alternative Agriculture*, 18(01), 46-55.
- Flaccavento, A. (2011). *Is Local Food Affordable for Ordinary Folks? A Comparison of Farmers Markets and Supermarkets in Nineteen Communities in the Southeast*. Abingdon: SCALE. 4
- Galt, R. E. (2013). The Moral Economy Is a Double-edged Sword: Explaining Farmers' Earnings and Self-exploitation in Community-Supported Agriculture. *Economic Geography*, 89(4), 341-365.
- Gilg, A. W., Battershill, M. (2000). To what extent can direct selling of farm produce offer a more environmentally friendly type of farming? Some evidence from France. *Journal of Environmental Management*, 60(3), 195-214.
- Giraud, C. (2004). Division du travail d'accueil et gratifications dans les chambres d'hôtes à la ferme. *Cahiers du genre*, (2), 71-91.
- Giraud, C., Rémy, J. (2013). Division conjugale du travail et légitimité professionnelle. *Travail, genre et sociétés*, 30(2), 155-172.
- Goland, C., Bauer, S. (2004). When the apple falls close to the tree: Local food systems and the preservation of diversity. *Renewable Agriculture and Food Systems*, 19(04), 228-236.
- Goodman, D. (2004). Rural Europe redux ? Reflections on alternative agro-food networks and paradigm change. *Sociologia ruralis*, 44(1), 3-16.
- Goodman, D. Watts, M. J. (1997). *Globalising food. Agrarian questions and global restructuring*. London and New York, Routledge, 383 p.
- Govindasamy, R., Hossain, F., Adelaja, A. (1999). Income of farmers who use direct marketing. *Agricultural and Resource Economics Review*, 28, 76-83.
- Guimond, L., Simard, M. (2008). Nouvelles populations dans le Québec rural: le cas de la municipalité régionale de comté (MRC) de Brome-Missisquoi : INRS Centre, Urbanisation, Culture, Société. p.
- Hardesty, S. D., Leff, P. (2010). Determining marketing costs and returns in alternative marketing channels. *Renewable agriculture and food systems*, 25(01), 24-34.
- Hendrickson, M. K., Heffernan, W. D. (2002). Opening spaces through relocalisation: locating potential resistance in the weaknesses of the global food system. *Sociologia Ruralis*, 42 (4), 348-369.

- Henneberry, S. R., Whitacre, B., Agustini, H. N. (2009). An evaluation of the economic impacts of Oklahoma farmers markets. *Journal of Food Distribution Research*, 40(3), 64-78.
- Hinrichs, C. C. (2000). Embeddedness and local food systems: notes on two types of direct agricultural market. *Journal of Rural Studies*, 16(3), 295-303.
- Holloway, L., Cox, R., Venn, L., Kneafsey, M., Dowler, E., Tuomainen, H. (2006). Managing sustainable farmed landscape through 'alternative' food networks: a case study from Italy. *The geographical journal*, 172(3), 219-229.
- Ilbery B., Maye, D. (2005). Alternative (shorter) food supply chains and specialist livestock products in the Scottish-English borders. *Environment and planning A*, 37(5), 823-844.
- Jarosz, L. (2008). The city in the country: Growing alternative food networks in Metropolitan areas. *Journal of Rural Studies*, 24(3), 231-244.
- Jarosz, L. (2011). Nourishing women: toward a feminist political ecology of community supported agriculture in the United States. *Gender, Place & Culture*, 18(3), 307-326.
- Kneafsey, M., Venn, L., Schmutz, U., Balázs, B., Trenchard, L., Eyden-Wood, T., Bos, E., Sutton G., Blackett, M. (2013). Short Food Supply Chains and Local Food Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics. Luxembourg : European Commission. 154 p.
- Knickel, K., Renting, H. (2000). Methodological and conceptual issues in the study of multifunctionality and rural development. *Sociologia Ruralis*, 40(4), 512-528.
- La Trobe, H. L., Acott, T. G. (2000). Localising the global food system. *International Journal of Sustainable Development , World Ecology*, 7(4), pp. 309-320.
- Lev, L., Brewer L., Stephenson G. (2003). How Do Farmers' Markets Affect Neighboring Businesses? Oregon Small Farms Technical Report No. 16, Small Farms Extension Program, Oregon State University, Corvallis, OR.
- Lyson T. A. (2004). *Civic Agriculture. Reconnecting Farm, Food, and Community*. USA, Medford, Massachusetts, Tufts University Press.
- Maréchal G. (Éd.), 2008. *Les circuits courts alimentaires – Bien manger dans les territoires*, Dijon, Educagri.
- Marsden, T., Banks, J., Bristow, G. (2000). Food supply chain approaches: exploring their role in rural development. *Sociologia ruralis*, 40(4), 424-438.
- Marshall A. (1906). *Principes d'Economie Politique*. Tome 2, Traduit de l'anglais par F. Sauvaire-Jourdan et F. Savinien-Bouyssy (Principles of economics, 1906). Paris : Gordon, Breach, 1971. 661 p.

Martinez, S. et al. (2010). *Local Food Systems: Concepts, Impacts, and Issues*. Washington : É.-U. Department of Agriculture, Economic Research Service, 80 p.

McGuirt, J. T., Jilcott, S. B., Liu, H., Ammerman, A. S. (2011). Produce price savings for consumers at farmers' markets compared to supermarkets in North Carolina. *Journal of Hunger, Environmental Nutrition*, 6(1), 86-98.

Mundler, P. (2007). Les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes, entre marché et solidarité. *Ruralia*, 20(I), 185-215.

Mundler, P. (2013). Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la région Rhône-Alpes. *Économie rurale* n° 336, Juillet-août 2013, pp. 3-19.

Mundler, P., Ruiz, J. (2015). Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine. Québec et Trois-Rivières: Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières. 112

O'Hara, J. K., Pirog, R. (2013). Economic impacts of local food systems: Future research priorities. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 3(4), 35–42.

Otto, D., Varner, T. (2005). *Consumers, Vendors, and the Economic Importance of Iowa Farmers' Markets: An Economic Impact Survey Analysis*, Leopold Center for Sustainable Agriculture, Ames, IA. : <http://www.leopold.iastate.edu/pubs-and-papers/2005-05-farmers-markets>.

Parker, G. (2005), *Sustainable food ? Teikei, Co-operatives and food citizenship in Japan and the UK*, Working Paper in Real Estate and Planning, 11/05.

Paugam, S. (2000). *Le salaridé de la précarité*, Paris, PUF.

Pecqueur, B. (1989). *Le développement local : mode ou modèle ?* Paris, Syros.

Pirog, R., van Pelt, T., Enshayan, K., Cook, E. (2001). *Food, Fuel and Freeways. An Iowa perspective on how far food travels, fuel usage, and greenhouse gas emissions*. Leopold Center for Sustainable Agriculture. Iowa State University, Ames : <http://www.leopold.iastate.edu/pubs-and-papers/2001-06-food-fuel-freeways>.

Pimentel, D., Williamson, S., Alexander, C. E., Gonzalez-Pagan, O., Kontak, C., Mulkey, S. E. (2008). Reducing energy inputs in the US food system. *Human Ecology*, 36(4), 459-471.

Ponchelet D, Mundler P. (1999). Agriculture et mobilité sociale. Ces agriculteurs venus d'ailleurs. *Économie rurale* 253, 21 – 27.

Praly C. (2010). *Nouvelles formes de valorisation territoriale en agriculture. Le cas de l'arboriculture de la Moyenne Vallée du Rhône*. Thèse de doctorat de Géographie, Aménagement, Urbanisme, Université Lumières Lyon 2, Lyon.

Praly C., Chazoule C., Delfosse C., Mundler P. (2014). Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, Économie, Société*, 16, 455-478.

Pretty, J. (2001). Some benefits and drawbacks of local food systems. Briefing Note for TVU/Sustain AgriFood Network, 1.

Renting, H., Marsden, T. K., Banks, J. (2003). Understanding alternative food networks: exploring the role of short food supply chains in rural development. *Environment and planning A*, 35(3), 393-412.

Richard, F., Chevallier, M., Dellier, J., Lagarde, V. (2014). Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale. *Norois*, 230(1), 21-39.

Ruiz, J. et G. Domon (2012). Relationships between rural inhabitants and their landscapes in areas of intensive agricultural use: A case study in Quebec (Canada). *Journal of Rural Studies* 28(4) : 590-602.

Russell C. Hedberg II (2015): The ecology of alternative food landscapes: a framework for assessing the ecology of alternative food networks and its implications for sustainability, *Landscape Research*, DOI:10.1080/01426397.2015.1074168

Sage, C. (2003). Social embeddedness and relations of regard : alternative 'good food' networks in south-west Ireland. *Journal of Rural Studies*, 19(1), 47-60.

Salmona Michèle. 1994. Souffrances et résistances des paysans français, Paris, l'Harmattan, coll. alternatives rurales. 254 p.

Saltmarsh, J., Meldrum, J., Longhurst, N. (2011). The impact of community supported agriculture. Bristol : Soil Association.

Sharp, J. S., Smith, M. B. (2003). Social capital and farming at the rural-urban interface: the importance of nonfarmer and farmer relations. *Agricultural systems*, 76(3), 913-927.

Singleton, C. R., Sen, B., & Affuso, O. (2015). Disparities in the Availability of Farmers Markets in the United States. *Environmental Justice*, 8(4), 135-143.

Sonnino, R., Marsden, T. (2006). Beyond the divide: rethinking relationships between alternative and conventional food networks in Europe. *Journal of economic geography*, 6(2), 181-199.

Tegtmeier, E., Duffy, M. (2005). Community supported agriculture (CSA) in the Midwest United States: A regional characterization. Leopold Center for Sustainable Agriculture, Iowa State University. <http://www.leopold.iastate.edu/pubs-and-papers/2005-01-community-supported-agriculture>.

Torre, A. (2004). Introduction, *Économie rurale. Proximité et territoires*, 280, 2-7.

Torre, A., Beuret J.-E. (2012). Proximités territoriales. Paris, Economica/Antropos.

- Trauger, A., Sachs, C., Barbercheck, M., Brasier, K., Kiernan, N. E. (2010). "Our market is our community" : women farmers and civic agriculture in Pennsylvania, USA. *Agriculture and Human Values*, 27(1), 43-55.
- Uematsu, H., Mishra, A. K. (2011). Use of Direct Marketing Strategies by Farmers and Their Impact on Farm Business Income. *Agricultural and Resource Economics Review*, 40(1), 1.
- Van Der Ploeg, J. D., Renting, H. (2000). Impact and potential: a comparative review of European rural development practices. *Sociologia ruralis*, 40(4), 529-543.
- Van der Ploeg J.-D., Renting H. (2004). Behind the "redux": a rejoinder to David Goodman. *Sociologia Ruralis*, vol. 44, n° 2, p. 234-242.
- Venn, L., Kneafsey, M., Holloway, L., Cox, R., Dowler, E., Tuomainen, H. (2006). Researching European 'alternative' food networks: some methodological considerations. *Area*, 38(3), 248-258.
- Vogt, R. A., Kaiser, L. L. (2008). Still a time to act: A review of institutional marketing of regionally-grown food. *Agriculture and Human Values*, 25(2), 241-255.
- Wells, B. L., Gradwell, S. (2001). Gender and resource management: Community supported agriculture as caring-practice. *Agriculture and Human Values*, 18(1), 107-119.
- Winter, M. (2003). Embeddedness, the new food economy and defensive localism. *Journal of Rural Studies*, 19(1), 23-32.
- Wiskerke, J. S. (2009). On places lost and places regained: Reflections on the alternative food geography and sustainable regional development. *International planning studies*, 14(4), 369-387.